

Référence : VIL-2025-0288

TERMES DE REFERENCE

Maroc : Région de Béni-Mellal Khénifra

Thème : Développement durable / gouvernance environnementale et sociale

Sous-thèmes transversaux : gouvernance, environnement, social, climat, biodiversité, genre

Analyse du Programme de Développement Régional – PDR (2022-2027) ; élaboration de cadres environnementaux et sociaux, de livrables d’analyse « climat » et « biodiversité » pertinents ; élaboration d’un programme d’accompagnement pour renforcer la prise en compte du développement durable par la Région dans le cadre de la mise en œuvre du PDR.

1 Description du contexte

L’Agence Française de Développement (AFD) envisage le financement partiel du Programme de Développement Régional 2022-2027 de la Région Béni-Mellal Khénifra (BMK) au Maroc (ci-après ‘le Programme’ ou le ‘PDR’).

Pour faire face aux enjeux de développement de son territoire, de croissance économique, d’inégalités sociales encore importantes et de développement durable, le Conseil Régional de la Région BMK a élaboré un Plan de Développement Régional (PDR) 2022-2027 organisé en 9 programmes :

- Eau, environnement et lutte contre les changements climatiques
- Education, enseignement supérieur et Recherche Scientifique Appliquée (RSA)
- Agriculture et développement du monde rural
- Economie, emploi et attractivité territoriale
- Infrastructures et équipements de base
- Sport et culture
- Santé et protection sociale
- Tourisme et artisanat
- Gouvernance

Adopté par le Conseil Régional en 2023 et visé par le ministère de l’Intérieur en décembre 2024, le PDR comporte 251 projets répartis au sein des 9 programmes listés ci-dessus, pour un budget total de 21,48 milliards de dirhams marocains (Md MAD) avec une contribution de la Région de 5,47 milliards MAD, soit 25,5%. Le PDR regroupe en effet des projets portés par des maîtres d’ouvrage relevant de l’Etat, en plus de la Région. A mi-avril 2025, 65 projets sont conventionnés (tous les contributeurs marocains ayant signé un engagement financier) pour un budget total de 10,5 Md MAD. Par ailleurs un Contrat-programme avec l’Etat vient d’être signé, assurant l’engagement financier de l’Etat, sur les années à venir, à hauteur de 14 Md MAD.

La finalité du financement de l’AFD serait de contribuer à un développement territorial plus inclusif et durable de la Région BMK en soutenant l’amélioration du cadre de vie des habitants, l’inclusion sociale de la Région dont la réduction des inégalités homme-femme, l’amélioration de la connectivité urbaine et rurale et le renforcement de la résilience de la Région face aux effets du changement climatique.

Pour atteindre cette finalité, l'AFD envisage de financer une partie de ces programmes et projets, en excluant ceux qui présentent des risques environnementaux et sociaux trop élevés (niveau de risque de catégorie 'A' (Élevé)).

Sur la base des informations disponibles à ce jour, il peut être anticipé qu'une partie des programmes ou projets aura des incidences environnementales et sociales mineures, tandis que d'autres pourraient avoir des impacts modérés, voire substantiels, y compris des pertes et restrictions d'accès permanentes ou temporaires à des terres qui pourraient être engendrées par des besoins en foncier de certains de ces projets (ouvrages de retenue d'eau notamment). Il pourrait également y avoir des impacts sur la biodiversité dans le cas de projets en milieu rural et les risques « Santé Sécurité » relatifs aux ouvriers ou aux populations ne sont pas négligeables dans le cas notamment de la réalisation d'infrastructures de transport.

2 Objectif de la Prestation

L'AFD souhaite engager un Consultant pour réaliser la prestation, déclinée par les livrables suivants :

- **Un Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES).** L'élaboration d'un CGES est requise lorsque les informations sur les caractéristiques des programmes et projets ne sont pas disponibles ou pas suffisamment précises au stade de l'instruction du financement et ne permettent pas d'évaluer les impacts dans des études E&S spécifiques. Le CGES fournit une grille d'analyse qui permettra d'évaluer le niveau de risque de chaque programmes et projets, et sur la base de ce niveau de risque, déterminer les études E&S qui seront nécessaires pour évaluer et gérer les impacts E&S des projets.
- **Un Cadre Politique de Réinstallation (CPR).** Un CPR vise à fournir une première appréciation des risques liés à la réinstallation involontaire induite par les programmes et projets, à définir les objectifs et les principes qui seront suivis si des déplacements économiques et/ou physiques sont requis, et les mesures qui seront mises en œuvre pour gérer ces déplacements. Les principes établis dans le CPR devront permettre l'élaboration de Plans d'Action de Réinstallation (PAR) et / ou des Plans de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) lorsque les impacts des projets pourront être évalués.
- **Un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP).** Le PEPP est un document qui sera mis à jour aux différentes étapes clés du programme. Au stade du cadrage, il est attendu que le PEPP présente un niveau de détail suffisant pour permettre l'identification des parties prenantes qui seront impliquées dans les programmes et projets du PDR de la Région BMK. Le PEPP devra également définir les activités à mettre en œuvre pour démarrer l'engagement le plus en amont possible, dès la phase de pré faisabilité et faisabilité des projets.
- **Un Plan d'Action Genre (PAG)** incluant un diagnostic sur les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes permettant l'analyse puis la prise en compte des enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes, afin de contribuer au dialogue avec la Région et à la définition d'un objectif transversal de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre du PDR.
- **Livrable « climat »** de la prestation incluant tout d'abord une analyse des cadres, systèmes de gestion et processus déjà existants au sein de la Région en matière de décarbonation / atténuation des émissions de GES d'une part et d'adaptation au changement climatique / résilience d'autre part. Ensuite, le livrable inclura des propositions de mesures opérationnelles et de gouvernance, (c'est-à-dire des mesures structurelles et non structurelles) à prendre par la Région pour maximiser les résultats et impacts positifs en la matière (« co-bénéfices climat ») vis-à-vis des projets du PDR ciblés par le financement de l'AFD.

Sera fournie :

- Evaluation de l'exposition et de la vulnérabilité aux risques climatiques (physiques) des projets susceptibles d'être financés par l'AFD, et recommandations de conception ou d'organisation de la Région pour réduire ces risques. Le consultant pourra s'il le souhaite utiliser les outils de « climate risk screening » et « risques financiers climatiques et biodiversité » que l'AFD mettra à disposition du consultant sélectionné qui s'engagera à en maintenir la confidentialité.
- Une estimation sommaire de l'effet des projets susceptibles d'être financés par l'AFD en matière d'émissions de gaz à effet de serre, notamment pour les projets les plus émissifs ou réduisant le plus les émissions de GES, et recommandations de conception ou d'organisation de la Région pour réduire les émissions, notamment pour les projets qui incluent la construction de bâtiments.

- Une évaluation des co-bénéfices climats des projets et des recommandations d'optimisation opérationnelles.

Cette partie de la prestation débouchera également sur l'élaboration d'une proposition de programme d'accompagnement plus global de la Région visant à renforcer la prise en compte des risques climatiques d'une part (adaptation) et de la réduction des émissions de gaz à effets de serre (atténuation/décarbonation) d'autre part, dans le cadre de sa gouvernance et de la mise en œuvre du PDR (exécution des projets et programmes).

Ces évaluations et analyses doivent permettre au Consultant de fournir à l'équipe projet de l'AFD les éléments nécessaires pour remplir l'outil « d'évaluation des risques physiques et de transitions », interne à l'AFD.

- **Livrable biodiversité/nature** de la prestation incluant tout d'abord une analyse des cadres, systèmes de gestion et processus déjà existants au sein de la Région sur ce thème. Ensuite le livrable inclura des propositions de mesures opérationnelles et de gouvernance (c'est-à-dire des mesures structurelles et non structurelles) à prendre par la Région pour maximiser les résultats et impacts positifs sur la biodiversité du territoire régional (co-bénéfices « biodiversité ») des projets du PDR susceptibles d'être ciblés par le financement de l'AFD.

Sera ainsi fournie : une analyse de l'état de la biodiversité dans les zones d'intervention, une caractérisation des impacts des projets sur la biodiversité, en fonction des activités proposées, une caractérisation des conditions de mise en œuvre pour maximiser ces impacts, une proposition d'indicateurs et de système de suivi pour mesurer ces impacts. Cette partie de la prestation débouchera également sur l'élaboration d'une proposition de programme d'accompagnement plus global de la Région visant à renforcer la prise en compte de la biodiversité à l'échelle du territoire régional dans la cadre de la mise en œuvre du PDR.

De manière général, les livrables produits par la Consultant devront être rédigés de manière à contribuer à bâtir l'argumentaire de l'équipe-projet auprès du service AADD (Analyse et Avis de Développement Durable – AADD) de l'AFD sur les dimensions Planète (climat, biodiversité), Humain (genre, social) et Economie et Gouvernance.

Pour réaliser ces livrables, le Consultant se réfèrera aux documents suivants :

- Politique de maîtrise des risques E&S des opérations financées par l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-de-maitrise-des-risques-environnementaux-et-sociales-lies-aux-operations-financees-par-lafd>
- Cadre environnemental et social de la Banque Mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/projects-operations/environmental-and-social-framework>
- Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe Banque Mondiale : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+sustainability/our+approach/risk+managementguidelines
- Convention Fondamentales de l'OIT : <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11001:0::NO>
- Cadre d'intervention de l'AFD sur le genre et la réduction des inégalités femmes-hommes : <https://www.afd.fr/fr/cadre-intervention-genre-reduction-inegalites> ; <https://www.afd.fr/fr/boite-outils-genre-diligences-environnementales-et-sociales>
- Principes de comptabilisation de la finance biodiversité de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/finance-nature-principes-de-comptabilisation-de-la-finance-positive-pour-la-nature-et-la-biodiversite>
- Fiches pratiques pour chaque type de projet du Manuel de l'outil bilan carbone de l'AFD. <https://www.afd.fr/fr/ressources/bilan-carbone-guide-methodologique-et-manuel-dutilisation>

3 Description de la prestation demandée

Les étapes à considérer pour la réalisation des livrables environnementaux et sociaux (CGES, CPR, PEPP, PAG) d'une part et des livrables climat et biodiversité d'autre part, sont définies dans les paragraphes suivants.

Les étapes listées dans cette section présentent une articulation possible des activités à mener pour réaliser la prestation. Le Consultant est libre de proposer la méthodologie qui lui paraît la plus appropriée, tant qu'il justifie son approche. Il est notamment encouragé à adapter la méthodologie en fonction de sa compréhension des enjeux du Programme et des projets du PDR.

Le Consultant travaillera en collaboration avec les équipes techniques et les autorités publiques en charge de la mise en œuvre du PDR et précisera l'approche qu'il envisage pour permettre cette collaboration.

3.1 Etape 1 – Réunion de démarrage

Le Consultant entamera sa prestation par une réunion de démarrage à laquelle participeront la Région, l'AREP, le SGAR et l'équipe projet de l'AFD. Lors de cette réunion, le Consultant présentera son approche et son calendrier de mission, discutera du soutien à apporter par l'AFD, l'AREP, la Région et les autres acteurs du Programme concernés (autorisations, remise de documents, mise en contact avec les parties prenantes), ainsi que le protocole de communication et de préparation des livrables. Les éléments externes pertinents (situation sanitaire et sécuritaire, avancée du PDR, niveau de définition technique de chaque projet) seront communiqués au Consultant lors de cette réunion.

Le Consultant préparera un compte-rendu synthétique résumant les discussions et décisions arrêtées à transmettre à la Région et à l'AFD.

3.2 Etape 2 – Revue documentaire

Le Consultant réalisera une revue de la documentation existante incluant (liste non-exhaustive) :

- i. Les documents techniques relatifs aux programmes et aux projets du PDR (lorsque ces informations sont disponibles) ;
- ii. Les procédures internes à la Maîtrise d'Ouvrage : de maîtrise des risques E&S, climatiques ; de réduction des émissions de GES et de protection de la biodiversité ;
- iii. La réglementation marocaine et les Normes E&S de la Banque Mondiale ;
- iv. Les rapports d'études E&S, climat et biodiversité existants en relation avec le PDR ;
- v. Des études générales concernant la Région BMK ;
- vi. Des études financées par d'autres bailleurs de fonds dans la Région ;
- vii. La documentation existante sur la biodiversité dans les zones des projets identifiés, à partir des bases de données internationales et nationales (IBAT, KBA...) ;
- viii. La documentation existante sur les plans, politiques, et programmes existants au niveau régional, en particulier les aspects liés au climat, à l'urbanisme, et au développement durable.

En fonction de l'information disponible à ce stade, le Consultant portera une attention particulière à la revue documentaire des programmes et projets à plus fort enjeux environnementaux et sociaux pour optimiser les visites de terrain et affiner l'identification des parties prenantes à rencontrer.

3.3 Etape 3 – Proposition d'approche méthodologique sur le terrain

À ce stade, certains sites des projets ont été identifiés et/ou pré-identifiés.

Le Consultant proposera : i) un programme d'entretiens avec les parties prenantes qui seront chargées de la gestion E&S du PDR, de la sélection des sites et de l'acquisition des terrains nécessaires et ii) un programme relatif aux missions de terrain incluant une proposition de visite des principaux sites identifiés/pré-identifiés pour une appréciation des impacts potentiels environnementaux et sociaux, incluant les perspectives en matière de biodiversité et de climat (atténuation/adaptation).

En fonction du nombre des projets comportant un site pré-identifié ou identifié, le Consultant pourra proposer un échantillon en justifiant sa proposition (les sites devant être visités devront être ceux présentant *a priori*

les plus grands enjeux environnementaux et sociaux et les meilleures perspectives en matière de « co-bénéfices » biodiversité et climat). Dans son offre le consultant expliquera quel type de méthodologie il appliquera en fonction des interlocuteurs (entretiens groupes stratégiques, observation sur les sites, entretiens ad hoc, etc.). Cette approche méthodologique des missions de terrain sera envoyée à l'AFD pour validation préalable. Une sobriété des émissions de GES produites par la prestation sera recherchée, cependant, il est précisé que les consultants internationaux pourraient effectuer 2 ou 3 missions de terrain en fonction de leurs offres.

3.4 Etape 4 – Mission de terrain, rencontre avec les acteurs du Programme

3.4.1 Reconnaissance des enjeux environnementaux et sociaux

Après la revue documentaire et à la suite de la validation de l'approche méthodologique des missions de terrain et du planning par l'AFD, le Consultant effectuera les missions de terrain comprenant des visites de site et des rencontres avec les principales parties prenantes, ce qui permettra de décrire le contexte local dans lequel s'insèrent les projets. Chaque mission de terrain pourra être réalisée en 8 à 10 jours ouvrés.

Dans la mesure du possible, et en fonction des informations disponibles concernant le ou les sites des projet pré-identifié ou identifié, ces visites de site doivent permettre au Consultant de fournir les informations suivantes :

• Pour le CGES :

- Une compréhension du PDR et des détails techniques de chaque projet identifié.
- Une compréhension du processus d'évaluation environnementale et sociale conformément à la législation marocaine et de ses exigences.
- Une description du cadre légal et réglementaire E&S applicable au PDR et aux projets, ainsi que les spécificités légales et normatives des secteurs d'intervention du PDR.
- Le schéma institutionnel, rôle et responsabilités pour le PDR, les programmes et projets ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs du PDR.
- Le processus de sélection de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, du bureau de contrôle, des entreprises et des sous-traitants, ainsi que le processus de préparation des spécifications E&S des travaux.
- Un état initial préliminaire du territoire d'étude ou des zones d'influence des projets lorsqu'elles sont connues sur les plans environnemental, social et relatif au genre.
- Une identification des risques et des impacts potentiels environnementaux, sociaux et relatifs au genre durant les phases de pré-construction, de construction et d'exploitations des projets et des mesures de mitigation pouvant être appliquées à ces impacts potentiels et risques.
- Une compréhension du calendrier et du budget du PDR et des projets.

• Pour le CPR :

- Une présentation du découpage administratif de la zone d'influence du PDR.
- Une description du cadre légal, foncier, des types de tenures et de pratiques foncières rencontrées sur les territoires d'implémentation des programmes et projets, les régimes fonciers coexistant, le droit foncier coutumier avec, lorsqu'applicable, les différences d'application de ce cadre entre les femmes et les hommes.
- Les procédures d'acquisition foncière et de réinstallation involontaire.
- La typologie des espaces naturels exploités existants en précisant, si possible, les usages, les statuts fonciers (droit individuel, droit collectif) et l'organisation des droits fonciers entre les usagers, les systèmes de cession et d'accès aux ressources naturelles en précisant les différences de mise en œuvre de ces usages, statuts et organisation entre les femmes et les hommes.
- Les écarts significatifs entre les textes de loi et les pratiques foncières en ce qui concerne l'administration du foncier (gestion, héritage, vente par exemple).
- Une description des types d'activités économiques présentes dans les territoires d'implémentation des programmes et projets.

- Les principales problématiques foncières pouvant engendrer des conséquences négatives sur l'acquisition du foncier et la réinstallation des personnes impactées, d'utilisation et de gestion des ressources naturelles, des implications qu'il peut avoir sur les dynamiques sociales, économiques et politiques.
- Un ordre de grandeur des déplacements et une catégorisation sexo-différenciée des personnes impactées suivant leur utilisation des ressources et leurs droits fonciers (par exemple : exploitant d'une activité économique en ville, agriculteur, éleveurs, pêcheurs, chasseurs, etc.) pour chaque site de mise en œuvre d'un projet lorsque celui-ci est identifié ou pré-identifié.
- L'identification des enjeux liés au patrimoine culturel matériel et immatériel.

• Pour le PEPP :

Pendant les missions de terrain, le Consultant rencontrera les parties prenantes du PDR ayant une responsabilité dans la gestion environnementale et sociale du PDR, dans l'identification et sélection des sites des projets, dans l'acquisition des terrains nécessaires et dans la communication, l'engagement et la concertation des parties prenantes et notamment les associations de femmes. Le Consultant organisera des réunions et consultations avec les représentants de la société civile, les personnes potentiellement impactées ainsi qu'avec d'autres acteurs au niveau de la Région, l'AREP, le SGAR, les agences de l'État, les collectivités et d'autres entités en lien avec les programmes et projets. Ces missions serviront également à affiner l'identification des parties prenantes (p.ex. présence de groupes vulnérables, de femmes), qu'il s'agisse de personnes directement ou indirectement impactées par le Programme. Les réunions d'engagement devront conduire à une première évaluation des perceptions/intérêts/positions des populations locales (affectées, hôtes et autres) et des autorités, par rapport au déplacement de population.

Le Consultant tiendra un registre daté des réunions et des consultations engagées pendant ses missions terrain. Autant que possible, le registre de consultation précisera l'âge et le genre des personnes interrogées, leurs professions/responsabilités. Idéalement, une carte localisera les principaux sites de consultations.

Pour chaque activité d'engagement, les informations suivantes devront être fournies :

- Les formes d'engagement (focus group, entretien individuel ou collectif, atelier, etc.).
- Les raisons de l'engagement.
- Les dates de l'engagement.
- Le nombre de personnes engagées désagrégé par genre et types de vulnérabilité.

Toutes les consultations/engagement avec les parties prenantes devront prévoir des activités ciblant les femmes en particulier. L'évaluation menée sur le terrain devra permettre de caractériser les enjeux de genre dans la zone du programme, et associés aux activités du programme.

• Pour le PAG :

En parallèle des collectes de données nécessaires à la préparation des CGES, CPR et PEPP, le Consultant **analysera et décrira** de manière synthétique et opérationnelle les éléments relatifs au **cadre politique, légal et institutionnel en lien avec le genre et l'égalité femmes-hommes** :

- Engagements internationaux du pays en matière de genre et d'égalité femmes-hommes et incluant éventuellement des engagements dont le genre n'est pas l'objectif principal, en lien avec les programmes et projets ;
- Cadre politique national sur le genre et l'égalité femmes-hommes ;
- Organisation et compétences opérationnelles des services publics dédiés (Ministère, agences étatiques...) et intégration transversale des enjeux de genre dans les services de l'Etat (par exemple : réseaux de points focaux genre dans les autres ministères, stratégies genre sectorielles), y compris les services déconcentrés et/ou décentralisés, et les agences étatiques pertinentes pour le projet ;
- Cartographie des parties prenantes sur le genre en lien avec les programmes et projets : organismes publics (privés éventuellement), organisations de la société civile, bailleurs de fonds, agences des Nations Unies, etc.

Le Consultant étudiera **les capacités de la maîtrise d'ouvrage et des parties-prenantes**, tant dans son intégration du genre et de l'égalité femmes-hommes en interne, que dans sa capacité à intégrer le genre et l'égalité femmes-hommes dans ses activités, en lien avec le secteur et les objectifs du projet.

A cette fin, les éléments suivants seront analysés :

- Engagements internes en faveur de l'égalité femmes-hommes : documents de politique ou de stratégie genre, démarche d'égalité professionnelle pour le personnel, etc. ;
- Expertises présentes et mobilisables en interne sur le genre et l'égalité femmes-hommes : personnel dédié le cas échéant, formations déjà reçues sur le sujet ;
- Autres projets et partenariats portant sur les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes, en cours ou passés ;
- Sur cette base, les besoins en formation, renforcement de capacités et accompagnement (assistance technique) de la maîtrise d'ouvrage seront identifiés. L'appétence et l'intérêt de la maîtrise d'ouvrage quant à l'ambition genre du projet devront également être mis en évidence.

Sur la base d'une analyse documentaire, complétée par des enquêtes de terrain en tant que de besoin, le Consultant réalisera une **évaluation socio-économique sommaire** dans les territoires d'implémentation des programmes et projets, afin de documenter le profil des ménages (composition, données et caractéristiques sociodémographiques, etc.), les activités économiques dont informelles présentes, ainsi que les dynamiques sociales : jeunesse, migrations, etc.

Enfin, le Consultant, en articulant apports théoriques et enquête de terrain, mettra en évidence les **enjeux de genre** pertinents dans le cadre des programmes et projets. Les enjeux listés ci-après devront être analysés et restitués, éventuellement complétés par d'autres enjeux pertinents au regard des programmes et projets et de leurs objectifs qui pourraient apparaître au cours de la prestation :

- Répartition du travail domestique entre les femmes et les hommes : rôles et responsabilités différenciés et/ou partagés entre les femmes et les hommes quant à la famille et au ménage. Le travail domestique informel devra être décrit précisément ;
- Accès différenciés ou non selon le genre aux services et infrastructures de base : santé, éducation, ressources économiques (emploi, services financiers, propriété, héritage, etc.), services divers, etc. ;
- Autres.

L'analyse s'inscrira dans une perspective inter-sectionnelle, i.e. prenant en compte les interactions entre les différentes catégories d'appartenance (réelles ou supposées) des individus, et leur influence dans la production et la reproduction des inégalités sociales : genre, âge, appartenance communautaire, classe sociale, handicap, orientation sexuelle, etc.

• Pour l'analyse des co-bénéfices climat (en atténuation et en adaptation) :

En se basant sur des études antérieures, des données climatiques actualisées, et s'il le souhaite sur l'outil de risk screening de l'AFD, le Consultant réalisera une analyse sommaire des vulnérabilités climatiques spécifiques à la Région. De même, il produira une estimation sommaire de l'effet sur les émissions de gaz à effet de serre des projets susceptibles d'être financés par l'AFD, notamment pour les projets les plus émissifs ou réduisant le plus les émissions de GES.

Sur cette base, le Consultant fera une analyse quantitative et qualitative des projets inscrits dans le PDR pour évaluer leur alignement potentiel en termes de co-bénéfices climat et définir comment le PDR contribue à la déclinaison des objectifs « climat » nationaux sur son territoire (prise en compte des engagements au titre de la Contribution Déterminée au niveau National - CDN). Le Consultant devra clairement démontrer l'effet des projets identifiées sur les émissions de GES d'une part, et, d'autre part, si et comment ils répondent à une exposition et une vulnérabilité du territoire aux effets physiques du changement climatique.

Le Consultant proposera des leviers d'optimisation des co-bénéfices climat, et priorisera les mesures proposées à court, moyen et long termes, en collaboration avec les parties prenantes. Il identifiera également les besoins de renforcement de capacités de la Région et les défis ou les risques associés à chacun.

En parallèle, le Consultant élaborera également une analyse des cadres, systèmes de gestion, procédures et capacités de la Région pour la prise en compte des aspects atténuation et adaptation. Il identifiera les besoins de renforcement de capacités de la Région et les défis ou les risques associés à chacun. Il assurera un accompagnement de la Région dans la prise en compte des mesures identifiées dans le PDR, à travers :

- la proposition d'outils d'évaluation permettant de mesurer l'impact des projets du PDR sur les objectifs

climatiques ;

- la proposition d'un ensemble d'indicateurs pertinents pour mesurer l'état initial, les résultats attendus et les impacts des projets en termes d'atténuation et d'adaptation.

• **Pour l'analyse des co-bénéfices biodiversité :**

Le Consultant fournira une justification pour le choix des zones à étudier, en fonction des projets du PDR susceptibles d'engendrer des impacts sur des habitats naturels (dont des habitats critiques), ainsi qu'une cartographie détaillée de chaque zone. Le Consultant définira spécifiquement la zone d'étude pour l'évaluation des habitats naturels et des habitats critiques à réaliser ultérieurement. Pour la définition des zones à étudier, il sera adopté une approche de précaution tenant compte de l'ensemble des activités et des impacts prévus des projets, de la totalité des écosystèmes terrestres et/ou aquatiques pouvant être affectés de quelque manière que ce soit, ainsi que toute autre zone jouant un rôle fonctionnel dans le soutien de ces écosystèmes, à leur biodiversité et aux services écosystémiques associés.

En fonction de l'importance des ressources en biodiversité dans les zones à étudier, des analyses de la documentation existante relative à la faune et à la flore seront réalisées, à partir des éléments suivants :

- Description et cartographie des habitats naturels (protégés, sensibles, menacés et/ou fragmentés) et de leurs liens fonctionnels (corridors écologiques, bassins versants, dynamiques de végétation, etc.).
- Identification des espèces présentes sur le site (protégées, rares et/ou menacées, migratrices ou grégaires, endémiques, emblématiques ou nouvelles) et de leur répartition géographique.
- Description du biotope (type de végétation, espèces locales, structure des groupes).

Le Consultant établira la liste des enjeux de biodiversité pour chaque zone d'intervention. Il détaillera également les menaces et les facteurs de perturbation possibles pour la flore et la faune. Le diagnostic comprendra une analyse approfondie de la vulnérabilité des milieux concernés, des facteurs de pression (biotiques ou abiotiques) sur la biodiversité et des leviers possibles de réduction de ces pressions dans le cadre des projets.

Parallèlement à la collecte de données brutes sur la biodiversité, le Consultant analysera l'intérêt des populations locales pour les espèces et les habitats de la zone. Les utilisations et avantages découlant des services écosystémiques fournis par la biodiversité dans la zone d'influence des projets seront spécifiés, décrits et évalués (quantitativement et qualitativement). Les services écosystémiques fournis seront également analysés en termes d'adaptation au changement climatique.

Le Consultant analysera la contribution des activités prévues des projets aux services écosystémiques et incluront dans leurs propositions des activités spécifiques visant à maximiser les services écosystémiques. En particulier, des solutions basées sur la nature seront envisagées, lorsque cela sera possible.

Enfin, le Consultant proposera un ensemble d'indicateurs pertinents pour mesurer l'état initial de la biodiversité dans les zones des projets, les résultats attendus et les impacts des projets en termes de préservation/restauration de la biodiversité et de services écosystémiques, ainsi que les systèmes et méthodes de mesure (système de suivi et d'évaluation), ainsi que les inventaires et études détaillées à mener ultérieurement.

3.5 Etape 5 – Mission de terrain, atelier de définition des principes du CPR

Lors des missions de terrain, le Consultant effectuera un atelier de définition des principes du CPR en se basant sur les informations collectées. Cet atelier réunira la Région, l'AREP, le SGAR, l'AFD et le cas échéant les agences de l'État et d'autres acteurs pertinents pour le CPR.

L'atelier de définition des principes du CPR comprendra les éléments suivants :

- Présentation des objectifs du CPR.
- Présentation des principes de la NES 5 de la Banque Mondiale et des écarts avec le cadre légal national et implications pour le projet.
- Présentation des procédures qui devront être mises en place pour le PDR en matière d'acquisition foncière et déplacement involontaire, afin de respecter les principes de la NES 5 de la Banque Mondiale. Les mesures proposées pour combler les écarts entre la législation nationale et les principes de la NES 5 de la Banque Mondiale devront être réalisables et opérationnelles, et s'appuyer sur les

ressources et capacités du Programme.

- Proposition d'arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du CPR.
- Discussion de l'articulation de ces procédures avec le cadre légal et les autres activités du PDR : minimisation des impacts et sélection des sites, passation des marchés de travaux, mobilisation des fonds pour le paiement des compensation, démarrage des travaux, etc.

L'atelier doit permettre au Consultant de valider avec la Maîtrise d'ouvrage les arrangements organisationnels propre au CPR. A l'issue de l'atelier, le Consultant préparera un compte-rendu qui sera soumis à l'AFD, à la Région (et le cas échéant aux autres acteurs régionaux) et procédera à la rédaction du CPR.

3.6 Etape 6 – Préparation des Livrables

A l'issue des missions de terrain (visites de sites et atelier de définition des principes du CPR), le Consultant préparera le CGES, le CPR, le PEPP, le PAG, d'une part et les livrables d'analyse biodiversité et climat d'autre part. La structure attendue du chaque livrable est donnée en Section 4 de ce document.

3.7 Etape 7 – Revue des Livrables

Une fois les CGES, CPR, PEPP, PAG et les livrables biodiversité et climat préparés, le Consultant soumettra ceux-ci pour revue et validation à l'AFD et à la Région (et le cas échéant à d'autres services déconcentrés de l'Etat), et à tout autre acteur du Programme duquel il serait pertinent d'obtenir un avis. Le Consultant se chargera de coordonner cette revue et de rassembler les commentaires sur une même fiche de revue des commentaires.

3.8 Etape 8 – Finalisation des Livrables

Une fois les livrables revues et validés par la Région (et le cas échéant par d'autres services concernés de l'Etat), l'AFD et les autres acteurs du Programme, le Consultant les finalisera pour intégrer les commentaires et suggestions reçues. Il transmettra ensuite les livrables finalisés à la Région et à l'AFD pour validation finale.

4 Description des Livrables

4.1 Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES)

La finalité du CGES est de disposer d'une évaluation environnementale et sociale préliminaire des programmes et projets du PDR, détaillant toutes les parties qui peuvent être développées à partir des informations disponibles et « cadrant » les parties qui restent à développer (en précisant les actions restant à réaliser, les outils et la méthodologie qui seront mis en œuvre, etc.). Le CGES devra aussi fournir un outil de screening des projets en fonction des risques identifiés pour permettre à l'AFD ou à la Maitrise d'ouvrage d'exclure ceux classés en Catégorie A. Le CGES permettra alors de faciliter l'élaboration des études environnementales et sociales détaillées, dès lors que les projets seront parfaitement identifiés et localisés.

Sur la base de la documentation existante, des visites de terrain et des rencontres des principaux interlocuteurs concernés par les programmes et projets, le CGES devra permettre :

- De disposer d'une première appréciation des risques environnementaux et sociaux et des principales mesures d'atténuation.
- D'identifier les diligences pour les évaluations environnementales et sociales complémentaires à mener pendant la mise en œuvre du programme.

Le CGES devra contenir les sections suivantes :

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*

2. *Liste des acronymes*

3. *Glossaire*

4. *Résumé non technique*

5. *Introduction*

6. *Description du Programme*

- Présentation générale du Programme ;
- Informations concernant les programmes et projets du PDR ;
- Caractéristiques spécifiques pour chaque programmes et projets de manière synthétique en format tabulaire ;
- Infrastructures associées anticipées ;
- Dans la mesure du possible, la localisation cartographique des programmes et projets. Par exemple, une carte qui localise les programmes et projets avec légende qui les catégorise. Les informations clés seront détaillées dans le tableau de synthèse ;
- Calendrier général de mise en œuvre des programmes et projets.

7. *Description du cadre législatif et institutionnel en matière E&S*

Le Consultant décrira le contexte législatif qui s'applique à la mise en œuvre du PDR et celle s'appliquant aux projets, tant sur les aspects environnementaux que sociaux, que sur les risques climatiques, de santé-sécurité, de genre, les droits humains, à savoir :

- La réglementation marocaine en termes environnementaux et sociaux ;
- Les textes internationaux ratifiés par le Maroc ;
- Les politiques et normes environnementales et sociales de l'AFD.

Le Consultant devra également effectuer une analyse des écarts entre les réglementations marocaines et les Normes environnementales et sociales (NES) de la Banque Mondiale et proposer des mesures pour combler ces écarts.

Le schéma institutionnel d'ensemble du Programme a été identifié par le PDR. Il est composé d'un organe d'impulsion et de pilotage (Conseil Régional et Wilaya) et d'un organe d'exécution (Agence Régionale d'Exécution des Projets – AREP – et des différentes administrations déconcentrées et agences de l'État). Les sous-schémas institutionnels pour les projets ont été aussi établis par le PDR en fonction du type du porteur

de projet.

À partir de ces schémas, le Consultant devra identifier de manière spécifique les institutions en charge de la mise en œuvre des réglementations environnementales et sociales, y compris les institutions et organes en charge des droits des femmes. Cette description devrait également identifier les procédures et les acteurs impliqués dans l'obtention des autorisations environnementales et sociales nécessaires à la mise en œuvre des projets.

8. Description de l'état initial de la Région BMK

Le Consultant reprendra dans cette partie les principales caractéristiques et enjeux environnementaux et sociaux de la Région. Cette partie inclura une description aussi détaillée que possible et proportionnelle aux enjeux environnementaux et sociaux anticipés, des milieux biophysiques, physiques et sociodémographiques.

9. Détermination et description des impacts potentiels et des mesures d'atténuation

Cette identification des impacts potentiels devra couvrir l'ensemble des projets ou des groupes de projets du PDR. Dès le démarrage, la conception de chaque projet devrait être menée suivant l'approche « éviter, réduire, compenser ».

Dans cette section du CGES, le Consultant devra :

- Lister les sources d'impacts des projets selon leur typologie (routes, équipements marchands, etc.) et selon les phases : conception, pré-construction, construction et exploitation.
- Proposer des mesures d'atténuation préliminaires ou génériques (incluant les études E&S à mener et les instruments E&S à développer).
- Indiquer quels pourraient être les impacts résiduels après la mise en place des mesures d'atténuation.

L'identification des impacts et la proposition de mesures d'atténuation concernent aussi bien les investissements prévus au PDR que les infrastructures associées à ces investissements.

Enfin, le Consultant identifiera les principaux projets dans la Région avec lesquels des impacts cumulatifs sont susceptibles d'être ressentis.

10. Description de la procédure de maîtrise des risques E&S à mener dans le cadre du Programme

À ce stade, les informations relatives aux projets sont limitées et ne permettent pas d'évaluer les risques E&S de manière précise. Le Consultant doit proposer une grille d'analyse qui permettra au Maître d'Ouvrage, lorsque les détails des projets seront connus, d'évaluer la sévérité des impacts et de définir les études E&S à mener et les instruments E&S à développer.

Le Consultant fournira des directives opérationnelles pour permettre l'évaluation des risques E&S lorsque les détails des projets seront connus. Ces directives devront inclure (i) une liste de critères pour appuyer la sélection/exclusion des projets en fonction des risques anticipés (type formulaire de screening) ; (ii) pour les projets retenus, une méthodologie claire pour déterminer les études E&S complémentaires à réaliser (exemple : étude d'impact E&S, Plan d'action de réinstallation (PAR)).

La liste des critères de sélection/exclusion devra être incluse en annexe du CGES, elle devra être opérationnelle pour pouvoir être facilement utilisée par les équipes de l'AREP (et le cas échéant par d'autres services de l'Etat) pour chaque projet. Les objectifs spécifiques du formulaire de screening sont les suivants :

- i. Déterminer quelles actions du Programme et des projets sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur le plan environnemental et social et quels sont les niveaux de risques liés à ces impacts ;
- ii. Déterminer les catégories E&S appropriées et exclure le(s) projet(s) qui déclenche(nt) la liste d'exclusion et écarter les projets catégorisés en 'A' du financement AFD ;
- iii. Indiquer les projets susceptibles d'impliquer l'acquisition de terres ;
- iv. Déterminer les principales mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des incidences négatives ;
- v. Identifier les projets (ou groupes de projets) nécessitant une évaluation E&S distincte (EIES-PGES, PAR, PRMS, etc.).

On peut considérer que l'état initial demandé est de niveau APS, sachant qu'une étude d'impact détaillée, de

niveau APD, sera requise ultérieurement.

L'ampleur des évaluations et des mesures sociales et environnementales requises pour les activités de chaque projet dépendra des résultats obtenus à l'issue du processus de screening. Pour les projets classés en catégorie C, il ne sera pas nécessaire de préparer des études E&S spécifiques, mais une analyse de conformité à la liste d'exclusion de l'AFD sera effectuée. Pour ces projets de catégorie C, même lorsque les risques identifiés sont faibles, le Consultant pourra proposer des mesures de gestion adaptée (par exemple un Plan de gestion environnementale et sociale sommaire).

La catégorisation et sélection des projets via l'étape de screening et la préparation ultérieure des études E&S et instruments E&S détaillés à développer pour chacun des projets devra être faite plus tard par les services de la Région (et le cas échéant par d'autres services de l'Etat) ou par l'AREP. Cette section devra décrire de manière détaillée les responsabilités institutionnelles pour la préparation, l'évaluation et l'approbation de ces études et instruments.

11. Procédures de suivi-évaluation

Les objectifs du suivi-évaluation environnemental et social incluent : (i) vérifier que les engagements pris par le Maître d'ouvrage en matière environnementale et sociale ont été respectés, (ii) communiquer des informations sur les principaux problèmes environnementaux et sociaux des programmes et projets, en particulier sur leurs impacts et (iii) analyser l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées (progrès réalisés et résultats dans le cadre de ces mesures). Ces informations permettent d'évaluer le succès des mesures d'atténuation dans le cadre de la supervision du PDR, des programmes et des projets et de prendre, le cas échéant, des mesures correctives.

Le CGES définit des objectifs et méthodes de suivi-évaluation précis, par rapport aux effets évalués et aux mesures d'atténuation déterminées. Cette section comprend :

- Une description précise des programmes de suivi qui seront appliqués dans les études, à savoir : des indicateurs, des mesures de supervision, la surveillance des chantiers, l'élaboration de plans spécifiques, etc.
- La rédaction de rapports de suivi-évaluation interne (surveillance régulière, formulaires d'accident), reporting à transmettre à l'AFD, la Région (et, le cas échéant à d'autres services de l'Etat), etc.

L'articulation des responsabilités du reporting entre le PDR et les programmes et projets doit être bien définie. Le niveau de reporting au niveau du PDR, sa fréquence et ses responsables pour le PDR ainsi que pour chaque programme et projet doivent être validés par l'AFD et la Région (et le cas échéant par d'autres services de l'Etat).

12. Plan d'engagement des parties prenantes

Dans cette section, le Consultant présentera les activités que l'AREP (et le cas échéant, que les autres services de la Région) ont déjà mises en œuvre ou s'engage à mettre en œuvre pour favoriser l'engagement des parties prenantes. Le lien avec la procédure d'enquête publique exigée par la législation marocaine sera aussi détaillé.

13. Montage institutionnel et renforcement des capacités

Afin de renforcer la performance environnementale et sociale dans la conception des projets, le Consultant indiquera si une expertise spécifique est requise dans l'équipe en charge de réaliser les études de faisabilité et/ou de conception (biodiversité, étude foncière, études sociales, climat, etc.).

Le Consultant décrira les arrangements institutionnels prévus pour la gestion du Programme et ceux à prévoir pour la mise en œuvre des mesures décrites dans le CGES, pendant les phases de travaux et d'exploitation des projets. L'articulation des responsabilités et arrangements institutionnels entre le Programme et les projets doivent être bien définies.

Le Consultant évaluera si les capacités sont suffisantes, et au besoin proposera des mesures de renforcement. La mise à disposition d'une expertise externe/assistance technique peut être encouragée pour appuyer la mise en œuvre des mesures incluses dans le CGES.

14. Calendrier et estimation des coûts

A défaut de pouvoir établir un budget détaillé de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, le Consultant listera l'ensemble des postes de coûts et les sources de financement (études, validation des études, formation, diffusion des informations, etc.).

15. Termes de Référence d'une EIES

Les termes de référence d'une Étude d'Impact Environnemental (EIE) conformément à la législation marocaine et d'une EIES conformément aux exigences de l'AFD seront annexés au CGES.

4.2 Cadre Politique de Réinstallation (CPR)

Le CPR devra indiquer comment la sélection des sites devra être effectuée de façon à minimiser les impacts liés à la réinstallation, à savoir :

- Le processus de sélection des sites des projets du PDR.
- La façon dont cette sélection sera validée, documentée et planifiée par rapport aux études techniques et au programme de passation de marchés du PDR.

Les sections attendues dans le CPR sont listés ci-dessous.

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*
2. *Liste des acronymes*
3. *Glossaire*
4. *Résumé non technique*
5. *Introduction*
6. *Description du programme*

Une brève synthèse du PDR est attendue dans cette section, comprenant la justification du Programme, la gestion et pilotage du Programme et une description des programmes et projets pour lesquels l'acquisition des terres, la réinstallation et/ou la restauration des moyens de subsistance pourraient être requises. Cette section devra contextualiser la préparation du Cadre de politique de réinstallation, en amont des Plan d'action de réinstallation (PAR) et/ou Plan de restauration des moyens de subsistance (PRMS).

7. Principes et objectifs du CPR

- Rappel des principaux objectifs de la NES 5 « Acquisition de terre, restriction d'accès à l'utilisation de terres et réinstallation » de la Banque Mondiale.
- Explication du premier objectif qui est d'éviter les déplacements de populations, ou de les minimiser s'ils ne peuvent pas être évités.

8. Description du cadre législatif et institutionnel national et de la Politique E&S de l'AFD

- Description du cadre juridique et réglementaire national sur l'acquisition de terres, les expropriations et les déplacements de populations.
- Description du processus légal d'acquisition des terres et du paiement des indemnisations par la Maîtrise d'ouvrage.
- Identification et l'analyse des dispositions de l'ensemble des textes applicables aux activités de réinstallation occasionnées par le PDR et concernant notamment : (i) le droit et les procédures d'expropriation, (ii) les modalités d'annonce et d'exécution d'une date butoir permettant l'arrêt total de toute transaction foncière ou nouvel investissement dans la zone sujette aux expropriations, (iii) les modalités d'évaluation de la valeur des biens mobiliers, (v) les modalités d'évaluation de la valeur des biens immobiliers et des pertes, (vi) les droits d'usage des ressources naturelles, (vii) les procédures juridiques et administratives applicables (notamment les procédures de délivrance de titres fonciers et d'enregistrement cadastral), (viii) les organismes ayant la responsabilité de mettre en œuvre les activités de déplacement et de réinstallation, (ix) les moyens juridiques existant pour la gestion des plaintes ou tout autre mécanisme de gestion des plaintes existant et disponible, et (x) les procédés de sécurisation puis de mobilisation des budgets liés à la réinstallation.
- Une présentation des Normes E&S de la Banque Mondiale applicables, en particulier la NES 5 et des articles concernés de la Liste d'exclusion de l'AFD.
- Une identification des écarts entre les textes du cadre légal national et leur application concrète dans le cadre d'activités de réinstallation involontaire au Maroc. Le Consultant pourra appuyer son analyse

sur des programmes ou projets similaires déjà conduits au Maroc. Cette analyse des écarts entre la théorie et la pratique devra permettre d'identifier d'éventuelles contraintes et de proposer des mesures correctives.

Tableau 1 - Analyse des écarts entre le cadre national marocain et les normes E&S de la Banque Mondiale

Sujet	Exigences du cadre national	Exigences de la NES5	Ecart	Actions pour combler l'écart
Evitement ou minimisation des déplacements de population				
Eligibilité				
Date butoir				
Compensations				
Calendrier du paiement des compensations				
Assistance au déplacement physique				
Assistance à la restauration des moyens de subsistance				
Consultation avec les PAP				
Gestion des plaintes				
Genre				
Groupes vulnérables				
Suivi et évaluation				

9. Responsabilités pour la mise en œuvre du CPR

- Décrire les arrangements institutionnels et organisationnels pour la mise en œuvre du CPR et des PAR/PRMS : l'organisation interne de la maîtrise d'ouvrage et le personnel dédié à la mise en œuvre et au suivi des PAR/PRMS.
- Identifier les agences également impliquées dans les activités de réinstallation, de restauration des moyens de subsistance et les ONG susceptibles de jouer un rôle dans la mise en œuvre des programmes et projets (par exemple, prestataire en charge de la mise en œuvre et/ou de l'actualisation des PAR/PRMS), notamment en apportant un soutien aux personnes déplacées.
- Evaluation des capacités institutionnelles de mise en œuvre du/des PAR et proposition de renforcement de capacités si nécessaire.

10. Description du contexte socio-économique

- Description générale portant sur l'ensemble de la Région BMK ;
- Caractéristiques spécifiques dont : i) démographie, (ii) droit foncier et pratiques foncières coutumières, (iii) activités économiques, (iv) lieux sacrés, (v) urbanisation et logement, (vi) vulnérabilité ;
- La description du contexte socio-économique doit systématiquement prendre en considération les aspects genre.

11. Description des impacts potentiels des programmes et projets sur les personnes et les biens

- Estimation préliminaire des besoins en terre du PDR (permanents ou temporaires, en fonction du niveau de définition de chaque projet). Cette section devra inclure des cartes localisant les emprises potentielles des projets (si définies) et indiquer si certaines emprises ne peuvent pas être définies, et le cas échéant quand et comment elles seront définies.
- Estimation préliminaire et sommaire du nombre de personnes potentiellement déplacées physiquement et/ou économiquement.
- Estimation des risques sur les communautés hôtes, le cas échéant.

- Identification des catégories de groupes vulnérables potentiellement affectés (e.g. usagers saisonniers de certaines ressources naturelles, groupes n'ayant pas de droits formels sur les terres, migrants, etc.).

12. Critères d'éligibilité

- Catégoriser les Personnes affectées par le projet (PAP) et expliciter quelles pourraient être les unités socio-économiques déplacées. Le Consultant devra établir des catégories préliminaires de PAP éligibles, qui devront être confirmées ultérieurement par les enquêtes socioéconomiques. Ces catégories sont susceptibles d'inclure des personnes vulnérables et des activités informelles.
- Des mesures préliminaires de compensation/assistance/restauration des moyens de subsistance devront être proposées. Ces mesures devront être adaptées aux impacts et pourront inclure par exemple un accompagnement individuel et des mesures collectives.
- En fonction du type de projet et de la nature du déplacement, le CPR devra indiquer si et comment des mesures ciblant certaines catégories de PAP (p.ex. marchands itinérants informels) devront être définies collectivement.
- Préciser la méthode de détermination de la date limite pour l'éligibilité aux droits à la compensation et la manière dont les informations relatives à la date d'éligibilité seront documentées et transmises aux PAP.
- Développer une matrice d'éligibilité de droits applicable à l'ensemble des déplacements (physiques et économiques, temporaires et permanents) générés par le Programme. Cette matrice inclura (i) tous les types de pertes et dommages subis, (ii) toutes les catégories de personnes concernées, associées à chaque catégorie de perte et (iii) tous les types d'indemnisation et d'aide auxquels chaque catégorie pourra prétendre.
- Présenter les mesures spécifiques pour les groupes vulnérables.

13. Cadre d'évaluation des biens et des indemnisations

- Présenter le rôle des Commissions administratives d'évaluation et leurs procédures.
- Présenter le cadre d'évaluation des pertes en vigueur au Maroc pour déterminer le coût de remplacement intégral (économique, social, etc.), des éléments d'actifs perdus (terre, biens, etc.) du fait de la mise en œuvre d'un projet, ainsi que les tarifs unitaires et les méthodes de calculs des compensations.
- Décrire les différents types de compensations possibles (nature, monétaire, etc.) et la manière dont elles sont attribuées aux PAP. En cas d'indemnisations en espèces, le Consultant décrira précisément les procédures institutionnelles en matière de paiement et les conditions de mise à disposition des indemnisations (versement sur des comptes bancaires, gestions des fonds par une ONG, égalité femmes- hommes au sein des ménages indemnisés, formation sur la gestion et l'utilisation de ces fonds, etc.). Il présentera les institutions intervenantes et les formalités nécessaires à remplir au niveau de chacune de ces institutions, y compris les responsabilités de chaque acteur.
- Présenter la manière dont les différentes mesures de compensation seront publiées et expliquées aux PAP ainsi que les critères d'éligibilités pour toutes les différentes mesures de compensation.

14. Processus de consultation et de participation des communautés

- Présenter les activités que l'AREP (et le cas échéant que d'autres services de la Région) ont mises en œuvre ou s'engage à mettre en œuvre pour les consultations dans le cadre des processus liés à la réinstallation volontaire. Cette section se référera au PEPP mais en se focalisant sur l'engagement avec les PAP. Les étapes et modalités de leur engagement (méthode, fréquence, information à délivrer) dans le cadre de l'acquisition foncière et des déplacements devront être définies.

Cette section devra inclure à minima les informations suivantes :

- Le contexte légal du Maroc en ce qui concerne les méthodes de consultation et de participation de personnes affectées par un projet ;
- Les normes E&S de la Banque Mondiale en ce qui concernent l'engagement avec les parties prenantes ;
- Les activités d'engagement et de consultation des parties prenantes qui ont été réalisées à ce jour et dans le cadre de l'élaboration du CPR ;

- Les activités d'engagement et de consultation des parties prenantes qui devront être menées lors de la préparation et la mise en œuvre des PAR/PRMS (le tableau ci-dessous est un exemple). Ces activités devront notamment être adaptées aux femmes et aux personnes vulnérables.

Tableau 2 – Tableau des activités d'engagement et de consultation avec les parties prenantes

Activité	Partie prenante à engager	Calendrier	Localisation	Partie responsable	Moyen de communication
Diffusion de l'information sur la date limite					
Annonce du démarrage du PAR et explication du processus d'acquisition des terres et des indemnisation					
[...]					

15. Mécanisme de gestion des plaintes

Cette section reprendra les informations du PEPP relatives au Mécanisme de gestion des plaintes, tout en gardant à l'esprit que des mesures spécifiques pour le CPR/PAR/PRMS doivent être proposées. Les informations suivantes seront incluses dans le CPR :

- Présentation des différents types de plaintes susceptibles d'être reçues ;
- Description des principes clefs de la Banque Mondiale caractérisant le mécanisme de gestion des plaintes ;
- Description des procédures d'enregistrement et de documentation des plaintes ;
- Présentation du traitement spécifique des plaintes liées aux déplacements involontaires ;
- Présentation des actions nécessaires pour la formation d'un point focal qui pourra traiter spécifiquement les enjeux liés à la réinstallation.

16. Description de la mise en œuvre du CPR et des PAR/PRMS

Cette section présentera le contenu et les étapes de la mise en œuvre du CPR et des PAR/PRMS :

- Principes de déclenchement de la rédaction d'un PAR/PRMS, en conformité avec les exigences de la NES 5 et validés au cours de l'atelier de l'étape 5 décrit ci-dessus.
- Arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du CPR et des PAR/PRMS.
- Préparation et la mise en œuvre des PAR/PRMS en termes de passation de marchés (pour les études techniques et la construction) et comment la mise en œuvre de ces PAR/PRMS sera coordonnée avec le calendrier des activités de construction.
- Détail de toutes les étapes de mise en œuvre : (i) processus de sélection des sites et/ou finalisation des emprises, (ii) minimisation des impacts physiques et économiques (iii) préparation des dossiers d'appel d'offre pour les Entreprises et définition du calendrier et du phasage des travaux (si pertinent), (iv) planification des PAR/PRMS (phasage si pertinent) en fonction du calendrier des travaux, (v) TdR pour les prestataires, (vi) préparation et approbation des PAR/PRMS, (vii) lancement des PAR/PRMS (recrutement du Consultant en réinstallation ou de l'opérateur social, négociation avec les personnes affectées par le projet et signature de l'accord d'indemnisation, paiement de l'indemnisation et mise en œuvre du processus de réinstallation), (viii) mise en œuvre des PAR/PRMS et suivi.
- Présentation d'un calendrier liant la préparation des PAR/PRMS avec les activités de chaque projet, y compris les passations de marchés ou la sécurisation du budget des compensations. Les possibles délais dans le cadre des passations de marché publics devront être pris en compte dans le calendrier d'exécution.
- Phasage de la préparation et de la mise en œuvre des PAR/PRMS, en articulant ce phasage avec le calendrier des études techniques et celui des activités de construction.

- Stratégie de réinstallation, si des déplacements physiques sont anticipés et pourront nécessiter de définir des sites de réinstallation / populations hôtes (le cas échéant).
- Définition des étapes et processus pour identifier les sites de réinstallation, en évitant de nouveaux impacts.
- Définition du processus d'identification des populations hôtes et mécanismes avec eux le cas échéant
- Définition du processus d'appui à la réinstallation (construction de nouveaux logements, sécurisation des terres sur les sites de réinstallation, viabilisation des sites de réinstallation).
- Stratégie de restauration des moyens de subsistance.
- Définition des types de mesures de restauration des moyens de subsistance qui pourront être envisagées dans le PAR/PRMS.
- Description des assistances transitoires.

17. Une description des mécanismes de suivi et d'évaluation

- Présenter les activités de suivi qui devront être documentées.
- Définir le programme de suivi (rapport de suivi mensuel, rapport de fin de mise en œuvre, etc.) et détailler les types d'indicateurs utilisés en fonction des rapports. Présenter les types d'évaluation interne et externe devant être réalisés une fois les PAR/PRMS mis en œuvre.
- Présenter les programmes et les échéances des activités de suivi-évaluation dans un tableau.

18. Une présentation du budget du CPR

- Décrire les procédures légales permettant une sécurisation des fonds pour le paiement des compensations, le Consultant devra s'assurer que les procédures administratives pour la mobilisation des fonds permettront le versement des compensations avant le démarrage des travaux, et qu'à minima, les délais requis pour la mobilisation des fonds seront pris en compte dans les calendriers des projets.
- Présenter un budget estimatif pour la mise en œuvre du CPR et des PAR/PRMS en précisant pour chaque ligne budgétaire les sources de financement.

19. Annexes

- TdRs de PAR et de PRMS
- Fiche de poste du responsable des réinstallations au sein de l'unité de gestion du Projet
- Modèle de rapport de suivi
- Bibliographie
- Listes de présence et procès-verbaux des activités de consultation en lien avec la réinstallation ainsi que la liste des personnes rencontrées désagrégée par genre
- Principaux textes de lois fixant les barèmes pour l'indemnisation des cultures et des structures (si existant)
- Modèle de base de données pour l'enregistrement des plaintes
- Protocole de recensement et d'enquête socioéconomique adapté au contexte du PDR

4.3 Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)

Le PEPP doit être un document autoportant et il sera mené à être adapté de manière périodique par la Région en fonction du contexte ainsi que de l'avancement du PDR, des programmes et des projets.

- 1. Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*
- 2. Liste des acronymes*
- 3. Glossaire*
- 4. Introduction*
- 5. Objectifs des consultations de parties prenantes*
- 6. Description du Programme*

Brève synthèse du PDR, comprenant la justification du PDR, la gestion et pilotage du PDR et une description des programmes et projets.

7. Contexte de la Région et principaux enjeux environnementaux et sociaux

Résumé i) des principales caractéristiques et enjeux environnementaux et sociaux de la Région BMK, identifiés au niveau du CGES, ii) du contexte socio-économique décrit dans le CPR et iii) des impacts potentiels du Programme sur les personnes et les biens identifiés au niveau du CPR.

8. Cadre légal et juridique

Description de la législation marocaine concernant l'engagement des parties prenantes, les consultations et l'enquête publique dans le cadre des études E&S et des exigences de la NES 10 de la BM. Exigences particulières pour les personnes vulnérables.

9. Identification et analyse des parties prenantes

Identification et analyse détaillées des types / des catégories des parties prenantes. Le consultant présentera une liste de chaque partie prenante identifiée par catégorie en justifiant leur intérêt et/ou influence sur le Projet. Le Consultant se basera sur les informations disponibles sur le terrain et au niveau du schéma institutionnel d'ensemble et l'identification préliminaire effectuée par le PDR entre parties internes et externes.

10. Engagement et consultations passées

Le Consultant listera toutes les activités d'engagement et consultation réalisées à la date de préparation du PEPP. Cela comprend toutes les réunions et consultations réalisées pendant la présentation du Programme, la préparation du CGES, du CPR et du PAG. Le détail des parties prenantes, la méthode d'engagement/consultation, l'objectif, la date, l'entité responsable et le lieu seront indiqués sur cette liste. Les comptes-rendus détaillés, les listes d'émargement et les photos des réunions seront fournis en annexe du PEPP.

11. Méthodologie de consultation

Les activités de consultations ont comme objectif i) disséminer l'information du Projet, ii) établir un cadre de confiance mutuelle entre le Projet et les parties prenantes, y compris les communautés affectées, et établir un processus de retour/feedback efficace. Le Consultant décrira la méthodologie adoptée pour l'engagement et les consultations. Cette méthodologie prendra en compte le plan de communication et les outils de diffusion prévus par le PDR.

12. Planning et étapes clés de consultation

Le Consultant devra détailler le programme d'engagement et consultation en indiquant les étapes clés pour la diffusion des informations de chaque projet. Ce planning devra être réalisé en lien avec le plan de communication du PDR ainsi qu'avec l'avancement des études techniques, du CGES, PCR et les études E&S spécifiques prévus pour chaque projet.

13. Mécanisme de gestion des plaintes

- Les objectifs du mécanisme et son fonctionnement selon les phases du Programme et des projets. Une plainte peut être traitée à plusieurs échelons selon le contexte et s'appuyer en premier lieu sur les mécanismes locaux de résolution des conflits déjà existant.
- Les critères d'éligibilité pour déposer une plainte et pour que celle-ci soit recevable (Qui ? Quel type de plainte ? Quel délai pour déposer une plainte ? Etc.).
- Les modalités d'enregistrement (où ? par quel biais ? etc.) et de centralisation des plaintes. Le Consultant mettra en annexe un modèle de registre de plaintes et proposera une classification des plaintes selon leur type.
- Les modalités d'analyse et de traitement-réponse des plaintes : personnes ressources, méthodologie de traitement des plaintes, délais de réponse et de résolution.
- Les motifs d'irrecevabilité d'une plainte et les autres recours qui peuvent être mobilisés par le plaignant dans le cas où la solution proposée ne lui convient pas.

Le mécanisme des plaintes doit être accessible à toute personne y compris les personnes vulnérables. Pour ce faire, des accompagnements spécifiques et la confidentialité de la plainte peuvent être envisagés.

14. Rôles et responsabilités du PEPP

Sur la base des informations collectées pendant les missions de terrain et les dispositions du PDR, le Consultant établira la liste des entités/personnes et leur rôle vis-à-vis du PEPP.

15. Suivi et reporting

Le PEPP doit documenter les activités de mobilisation menées et toutes les activités de mobilisation subséquentes des intervenants. Les activités seront consignées afin de i) s'assurer que les résultats souhaités sont atteints et de ii) maintenir un dossier exhaustif des activités de mobilisation entreprises et des questions soulevées. Le Consultant proposera un système de suivi et reporting pour le PEPP. Des indicateurs de performance de l'engagement des parties prenantes et des consultations seront établis.

4.4 Plan d'Action Genre (PAG)

Sur la base du diagnostic préalablement réalisé (voir section 3.4.1 ci-dessus) et du contenu des programmes et projets, le Consultant préparera, en coordination et collaboration avec les parties prenantes concernées, le Plan d'action genre (PAG) couvrant les programmes et projets du PDR.

Ce PAG intégrera la définition d'un objectif de réduction des inégalités femmes-hommes pour le financement de l'AFD, qui devra être explicitement formulé. Cet objectif sera décliné en un ensemble d'activités pour ce financement, décrites de manière précise et opérationnelle et assorties des mesures de suivi-évaluation.

Les actions seront présentées de manière synthétique dans un tableau dont la proposition de format est présentée ci-dessous. En tant que de besoin, il sera accompagné d'un narratif détaillant le contenu des activités proposées.

Il est attendu du Consultant une coordination avec les parties prenantes, afin de mettre en cohérence les recommandations du PAG avec les objectifs généraux et les activités retenues pour les programmes et projets.

La méthodologie fera l'objet d'une description précise et détaillée, dans laquelle le Consultant justifiera les choix méthodologiques opérés, le rôle de chaque expert dans la réalisation de la mission et la répartition des temps sur le terrain (2-3 missions des consultants internationaux sont envisageables selon méthodologie proposée).

Comme pour les autres livrables, le PAG doit être un document autoportant et il sera amené à être adapté de manière périodique par la Région en fonction du contexte ainsi que de l'avancement du PDR, des programmes et des projets.

1. Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)

2. Liste des acronymes

3. Glossaire

4. Introduction

5. Objectifs des consultations de parties prenantes

6. Description du Programme

Brève synthèse du PDR, comprenant la justification du PDR, la gestion et pilotage du PDR et une description des programmes et projets.

7. Contexte de la Région et principaux enjeux environnementaux et sociaux

Résumé i) des principales caractéristiques et enjeux environnementaux et sociaux de la Région BMK, identifiés au niveau du CGES, ii) du contexte socio-économique décrit dans le CPR et iii) des impacts potentiels du Programme sur les personnes et les biens identifiés au niveau du CPR.

8. Rapport de diagnostic

- Description des étapes de mise en œuvre de la prestation, y compris les éventuelles difficultés rencontrées ;
- Analyse détaillée de la situation de référence, documentée par des références bibliographiques, des données quantitatives et qualitatives recueillies lors de la revue de littérature et de l'enquête de terrain ;

- Recommandations opérationnelles pour la bonne mise en œuvre du Plan d'action genre dans le cadre des programmes et projets, incluant le détail, reflété dans le Plan d'action, des ressources humaines et financières, et autres moyens nécessaires à cette mise en œuvre ;
- Bibliographie précise et détaillée des références utilisées pour la prestation ;
- Eléments documentant de la mise en œuvre du travail de terrain, par exemple : liste des personnes rencontrées, compte-rendu d'entretiens et/ou de discussions en focus groupes, base de données quantitative, etc.

9. Tableau descriptif des actions genre

Les actions pourront être présentées dans un tableau pouvant prendre cette forme :

Tableau 3 – Tableau de présentation des actions genre

Activités	Responsabilités	Indicateurs de réalisation effective	Moyens de vérification	Ressources	Priorité / Echéance
1. AXE 1 - XXX					
Activité 1.1.					
Activité 1.2.					
2. Axe 2 - XX					
Activité 2.1.					
Activité 2.2.					
...					

Où les différentes composantes du tableau sont :

- **Activités** : Ce sont les activités que l'on souhaite développer sur les enjeux de genre. Une description narrative plus détaillée sera proposée pour préciser le contenu de ces activités.
- **Responsabilités** : Préciser ici la répartition des responsabilités, notamment entre Maitrise d'ouvrage, Assistance Technique, communautés, expertise externe, etc. Les responsabilités de mise en œuvre peuvent être conjointes.
- **Indicateurs de réalisation effective** : Les indicateurs de réalisation effective vont permettre de définir un objectif et de mesurer la mise en œuvre de l'activité. Par exemple, si l'activité est « Formation de l'équipe de telle bénéficiaire », l'indicateur pourra être « XX personnes formées ».
- **Moyens de vérification** : Il s'agit des livrables permettant de vérifier l'atteinte des indicateurs. Par exemple, pour l'indicateur « XX personnes formées », le moyen de vérification pourra être une liste d'émargement, un compte-rendu de formation, etc.
- **Ressources** : Ce sont les ressources, au sens large, qui permettent la mise en œuvre de l'activité : budget nécessaire, ressources humaines, fonctionnement régulier, etc.
- **Priorité / Echéance** : Préciser la priorité de mise en œuvre de l'action ou l'échéance, en lien avec les phases et échéances du projet.

4.5 Analyse des enjeux climat

Le Consultant produira un rapport d'analyse des enjeux de co-bénéfices climats des projets du PDR, incluant :

- une présentation brève des vulnérabilités et risques climatiques identifiés au niveau de la Région ;
- une analyse des cadres, systèmes de gestion et processus mis en place par la Région en termes de prise en compte du climat dans les projets ;
- une présentation des compétences institutionnelles et des ressources humaines de la Région en matière

« climat » ;

- la présentation détaillée des co-bénéfices climats des sous projets du PDR ;
- les recommandations opérationnelles et structurelles (gouvernance) nécessaires à leur maximisation, (vi) un outil d'évaluation des impacts et de suivi des indicateurs ;
- un plan de Renforcement de Capacité de la Région ;
- En annexe, les éléments d'information pour l'outil « évaluation des risques physiques et de transition ».

4.6 Analyses des enjeux de Biodiversité

Le Consultant produira : (i) un compte-rendu des visites de terrain incluant une présentation des données brutes des inventaires et leur cartographie détaillée, ainsi que les principales observations de terrain, (ii) un rapport d'analyse sur les enjeux de biodiversité et les services écosystémiques de la zone d'influence du projet.

Pour l'évaluation des habitats critiques, le cas échéant, un rapport distinct devra comprendre au moins :

- Un résumé des principales constatations, y compris une détermination claire du statut d'habitat critiques, le cas échéant ;
- Des cartes de la zone d'étude et de la zone d'analyse écologique appropriée pour chaque composante de la biodiversité ;
- Des tableaux listant les enjeux de biodiversité potentiels et avérés qualifiant comme habitats critiques, avec en accompagnement les justifications nécessaires relatives aux informations du tableau ;
- Une section méthodologique décrivant les analyses, les consultations et les inventaires sur le terrain effectués dans le cadre de cette évaluation. Les hypothèses et les zones d'incertitude doivent être clairement spécifiées ;
- Les références documentaires de toutes les sources et ensembles de données ;
- Les références de tous les noms, affiliations et qualifications des contributeurs du rapport.

4.7 Synthèse des livrables attendus

- Plan de travail et de mission :
 - Ce livrable contiendra notamment tous les détails logistiques et des aspects hygiène, santé et sécurité nécessaires sur le terrain, le nombre de personnes mobilisés, l'itinéraire, le programme de travail et des entretiens.
- Comptes rendus :
 - Réunion de démarrage : compte-rendu synthétique résumant les discussions et décisions arrêtées pendant la réunion de démarrage. Ce compte rendu pourra prendre la forme d'un message électronique.
 - Missions de terrain (visites de sites et atelier de préparation du CPR) : compte-rendu des missions de terrain devront être envoyés à l'AFD au plus tard 10 jours ouvrés à la suite de la mission. Ce compte-rendu présentera les principaux enjeux E&S et résumera les principaux commentaires des participants à l'atelier de préparation du CPR (matrice d'éligibilité, mesures de restauration des moyens de subsistance, budget, autre). Ce compte rendu pourra également prendre la forme d'un message électronique.
- CGES : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 150 pages, hors annexes.
- CPR : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 150 pages, hors annexes.
- PEPP : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 50 pages, hors annexes.
- PAG : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 100 pages, hors annexes.
- Livrable Biodiversité : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 50 pages, hors annexes.
- Livrable climat : la longueur du rapport ne pourra pas dépasser 50 pages, hors annexes.

- Questionnaire de fin d'étude CICLIA, fourni à l'attributaire.

Tous les livrables seront rédigés en français et fournis sous format Word et PDF. Les annexes (cartes, photos, listes d'émargement, comptes rendus/procès-verbaux signés, fichiers cartographiques, etc.) seront aussi transmises.

Tous les fichiers SIG seront transmis en format .kmz, .shp et/ou format standard reconnu et d'usage habituel. Les photos des sites et des activités réalisées au cours de la mission doivent également être transmises au maître d'ouvrage du projet et au secrétariat de CICLIA, en même temps que les livrables.

A la réception des livrables cités ci-dessus, la Région (et le cas échéant d'autres services de l'Etat) et l'AFD disposeront de 10 jours ouvrés pour les valider ou les amender. Le Consultant aura de son côté 10 jours ouvrés pour prendre en compte les commentaires et proposer une nouvelle version du livrable.

Tous les rapports et documents produits dans le cadre de la mission mentionneront le soutien de l'AFD, qui sera également cité par l'équipe de Consultants le cas échéant lors de la communication publique. Les représentants de l'AFD au Maroc seront informés de tout événement public lié au projet. Il s'agira plus spécifiquement que la contribution financière de l'AFD soit mentionnée dans toute communication institutionnelle et apparaisse dans les supports de communication, documents institutionnels, rapports réalisés dans le cadre du projet moyennant l'apposition en couverture du logo officiel de l'AFD accompagné de la mention : « Ce document a été produit avec l'appui financier de l'AFD. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'AFD ».

Les logos de CICLIA et de l'AFD sont à faire apparaître sur la page de garde de chaque livrable. Ils seront communiqués au démarrage de l'étude.

5 Qualification, compétence et expérience

Le Consultant devra posséder les qualifications, compétences, connaissances et expérience nécessaires pour mener à bien cette prestation, notamment en matière de :

- préparation des Études Environnementales et Sociales et liées au Genre, notamment des Études d'Impact, des Cadres de Politique de Réinstallation, des Plans d'Action de Réinstallation et des Plans d'Engagement des Parties Prenantes et Plans d'Action Genre ;
- Normes E&S (NES) de la Banque Mondiale ;
- préparation des études E&S au Maroc ;
- écologie, conservation de la biodiversité et services écosystémiques ;
- gouvernance climatique dans le secteur public territorial (analyse des risques et vulnérabilités climatiques, bilan des émissions de GES, prise en compte du climat au sein des cadres stratégiques, réglementaires et opérationnels) ;
- cartographie et systèmes d'information pour la réalisation des inventaires de terrain et cartes de biodiversité ;
- processus d'acquisition foncière et de déplacement de population.

Le Consultant mobilisera quatre à cinq experts :

Un(e) Expert(e) Environnemental(e) possédant une excellente maîtrise du Français (oral et écrit), avec diplôme universitaire (maîtrise minimum) en sciences de l'environnement ou domaine similaire, au moins 15 ans d'expérience dans la réalisation de CGES, EIES et PGES. Compétences avancées en collecte et analyse de données environnementales, ainsi qu'en gestion des risques et planification des mesures d'atténuation (y compris Santé et Sécurité au travail) dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.). La maîtrise de l'arabe serait un atout.

Un(e) Expert(e) Social(e) compétent(e) en réinstallation involontaire, questions foncières et relations communautaires, diplômé(e) en droit, sociologie, anthropologie, agronomie ou équivalent, possédant une excellente maîtrise du Français (oral et écrit) et disposant d'au moins 15 ans d'expérience dans les processus de déplacement de populations, l'engagement des parties prenantes et consultations publiques, ainsi que la préparation et la mise en œuvre de CPR, PAR/PRMS et PEPP. Et ce, dans le cadre de projets de développement, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.). La maîtrise de l'arabe et des expériences dans les questions relatives au genre seraient des atouts.

Un(e) Expert(e) Genre, diplômé(e) en sciences humaines et sociales (sociologie, anthropologie, géographie, économie, science politique), incluant des acquis académiques en études de genre ou équivalent, possédant une excellente maîtrise du Français (oral et écrit) et disposant d'au moins 15 ans d'expérience dans la réalisation d'enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives et d'études de référence de projets de développement intégrant les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes, ainsi que la préparation et la mise en œuvre de Plan d'Action genre. Et ce, dans le cadre de projets de développement, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.). La maîtrise de l'arabe et des expériences dans les questions relatives au genre seraient des atouts.

Un(e) Expert(e) Climat (décarbonation/adaptation), diplômé(e) en sciences climatiques et environnementales, écologie urbaine ou tout autre domaine pertinent (aménagement urbain durable, gestion des risques et résilience...) avec au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans la conduite de bilans GES (Gaz à effet de serre) et/ou d'analyses spécifiques des leviers d'atténuation des émissions GES et d'adaptation en milieu urbain, de gestion des risques de catastrophes et/ou des projets d'écologie urbaine. Une expérience avérée dans le cadre de projets de développement, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.) ainsi que la maîtrise de l'arabe et des expériences dans les questions relatives au climat (atténuation/adaptation) seraient des atouts.

Des expertises complémentaires en écologie, biodiversité et services écosystémiques pourront être sollicités pour apprécier, à dire d'expert, les enjeux en présence. Des techniciens en cartographie et Systèmes d'information géographique (SIG) apporteront également un appui pour la compilation des données et leur retranscription sous forme de cartes et schémas dans les différents rapports.

Un des quatre à cinq experts sera désigné chef de mission. Une équipe composée d'experts internationaux et nationaux marocains est souhaitée.

6 Calendrier indicatif et gestion de l'étude

La durée nécessaire pour conduire l'étude est évaluée à environ 180 personnes-jour et les étapes envisagées sont les suivantes :

Activités	Calendrier
Réunion de démarrage	01/10/2025
Remise du compte-rendu de la réunion de démarrage	03/10/2025
Remise du plan de travail	10/10/2025
Remise du compte-rendu de la ou des missions de terrain (visites de sites et atelier de préparation du CPR)	31/10/2025
Remise des livrables provisoires (CGES, CPR, PEPP, analyses biodiversité et climat) provisoires mais complets pour revue par l'AREP, la Région (et le cas échéant par d'autres services de l'Etat) et l'AFD	17/11/2025 (échéance obligatoire)
Remise des livrables finalisés attendus	28/02/2026

Sur la base des éléments connus, le Consultant fournira dans son offre un calendrier détaillé des services. Ce calendrier sera présenté et, le cas échéant, actualisé au début de la mission en accord avec l'AFD. La mission demande une coordination étroite avec la maîtrise d'ouvrage, les équipes techniques, l'AFD et la Région (et le cas échéant avec d'autres services de l'Etat). Pour cela, le Consultant est invité dans son offre à proposer un mode d'échange et de concertation entre les diverses parties.